

ECCLES, W.J., *La Société canadienne sous le régime français — Canadian Society during the French Regime* (Conférences traduites de l'anglais par Odile Colmagne-Civitello). Montréal : Harvest House, 1968. 86 et 92 p.

Cameron Nish

Volume 22, numéro 2, septembre 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302789ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302789ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nish, C. (1968). Compte rendu de [ECCLES, W.J., *La Société canadienne sous le régime français — Canadian Society during the French Regime* (Conférences traduites de l'anglais par Odile Colmagne-Civitello). Montréal : Harvest House, 1968. 86 et 92 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 22(2), 317–319.  
<https://doi.org/10.7202/302789ar>

ECCLES, W.J., *La Société canadienne sous le régime français — Canadian Society during the French Regime* (Conférences traduites de l'anglais par Odile Colmagne-Civitello). Montréal: Harvest House, 1968. 86 et 92 pp.

En 1967, le professeur W. J. Eccles, du département d'histoire de l'Université de Toronto, passa l'année à Montréal comme professeur invité au Centre d'études canadiennes-françaises de l'Université McGill. Au cours du mois de mars de la même année, dans les cadres des *E.R. Adair Memorial Lectures*, l'invité donna deux conférences publiques sur le régime français. Celles-ci sont maintenant publiées en français et en anglais et réunies tête-bêche dans un même volume. Ce petit livre, le deuxième de la série, suit *Le Bilinguisme: phénomène mondial*, l'essai de W.F. Mackey, publié sous les auspices du même Centre.

Le rôle de l'Etat comme protecteur de la société: telle est la thèse défendue par le professeur Eccles dans la première des deux conférences qui forment la substance du livre dont il est ici question. Elle s'intitule: *Le bien-être social dans une société aristocratique*. Le but de l'auteur-conférencier — but qui entre dans les cadres d'une étude de l'histoire sociale — est de "...dépeindre les traits caractéristiques d'une société telle que celle du Canada sous le régime français" (p. 12). Eccles écrit: "L'historien ne devrait jamais oublier que le pire des péchés est celui de juger le passé en fonction des valeurs du présent..." (p. 12).

Les quelques pages consacrées à l'énumération des fonctions des administrateurs supérieurs de la colonie aboutissent à la conclusion suivante: "Le trait le plus saillant de la société au Canada durant cette période, et qui la distingue si nettement de celle qui suivra la Conquête, est le maintien des mœurs aristocratiques et militaires en Nouvelle-France [...] Ainsi, bien que l'économie canadienne basée sur le commerce des fourrures ait été avant tout commerciale, les valeurs bourgeoises ne dominaient pas la société" (p. 21).

Tout au long de cet essai, dans sa considération du rôle des institutions judiciaires et des fonctions des administrateurs, de celles des seigneurs et des habitants, Eccles démontre l'esprit et la mise en vigueur du bien-être social qu'on appelle, en anglais, le "welfare state". Il insiste sur un point: à savoir que le gouvernement de la Nouvelle-France n'était nullement arbitraire, nullement despotique. Il existait plutôt un esprit de responsabilité sociale qui aboutissait à des "... principes démocratiques précis" (p. 29); cet esprit démocratique est illustré par des exemples d'aide sociale. Plusieurs pages sont consacrées au Bureau des Pauvres et aux services médicaux fournis par les religieuses mais soutenus par l'Etat.

Bien que l'historien doive se référer au passé, à notre avis, l'auteur appuie avec trop d'insistance sur l'analogie qui existe entre la Nouvelle-France du 17<sup>e</sup> et du 18<sup>e</sup> siècles et le Québec et le Canada du 20<sup>e</sup>. Légitime en soi, cette relation avec le passé prend beaucoup trop de place et ne se rattache pas nécessairement au but initial énoncé au début du livre. En outre, Eccles commence par une étude des institutions mais il se perd vite dans les détails de la vie quotidienne. Ce mélange de types d'histoire sociale porte à confusion. Un autre point qui a peut-être moins d'importance, mais qui gêne, a trait à la seconde partie du livre. Il s'agit de la deuxième conférence reproduite

et qui s'intitule: *Opulence et biculturalisme*, un titre qui ne s'apparente pas au contenu, puisqu'il s'agit encore de ce qu'on pourrait appeler la vie quotidienne en Nouvelle-France. Dans cette partie du livre, il est question de voyages de la France à la Nouvelle-France, de topographie, de bateaux, de descriptions des villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal; d'aperçus sur la vie sociale et de commentaires de témoins contemporains comme Charlevoix et Peter Kalm.

Trouver à redire sur le titre de la seconde section équivaldrait peut-être à chicaner sur des vétilles, et l'explication la plus plausible de cette fantaisie vient sans doute du fait qu'il s'est agi au départ de conférences publiques. Il reste que, mises à part ces quelques réserves qui n'entament en rien la valeur intrinsèque de ce petit livre, ces essais de W.J. Eccles constituent un apport valable à l'étude de l'histoire sociale au Canada et en particulier à l'histoire sociale de la Nouvelle-France à ses débuts. L'invité du Centre d'études canadiennes-françaises de l'Université McGill a posé quelques jalons qui constituent un point de départ pour des études plus approfondies.

CAMERON NISH

*Université Sir George Williams et  
Ecole des Hautes Etudes Commerciales*